

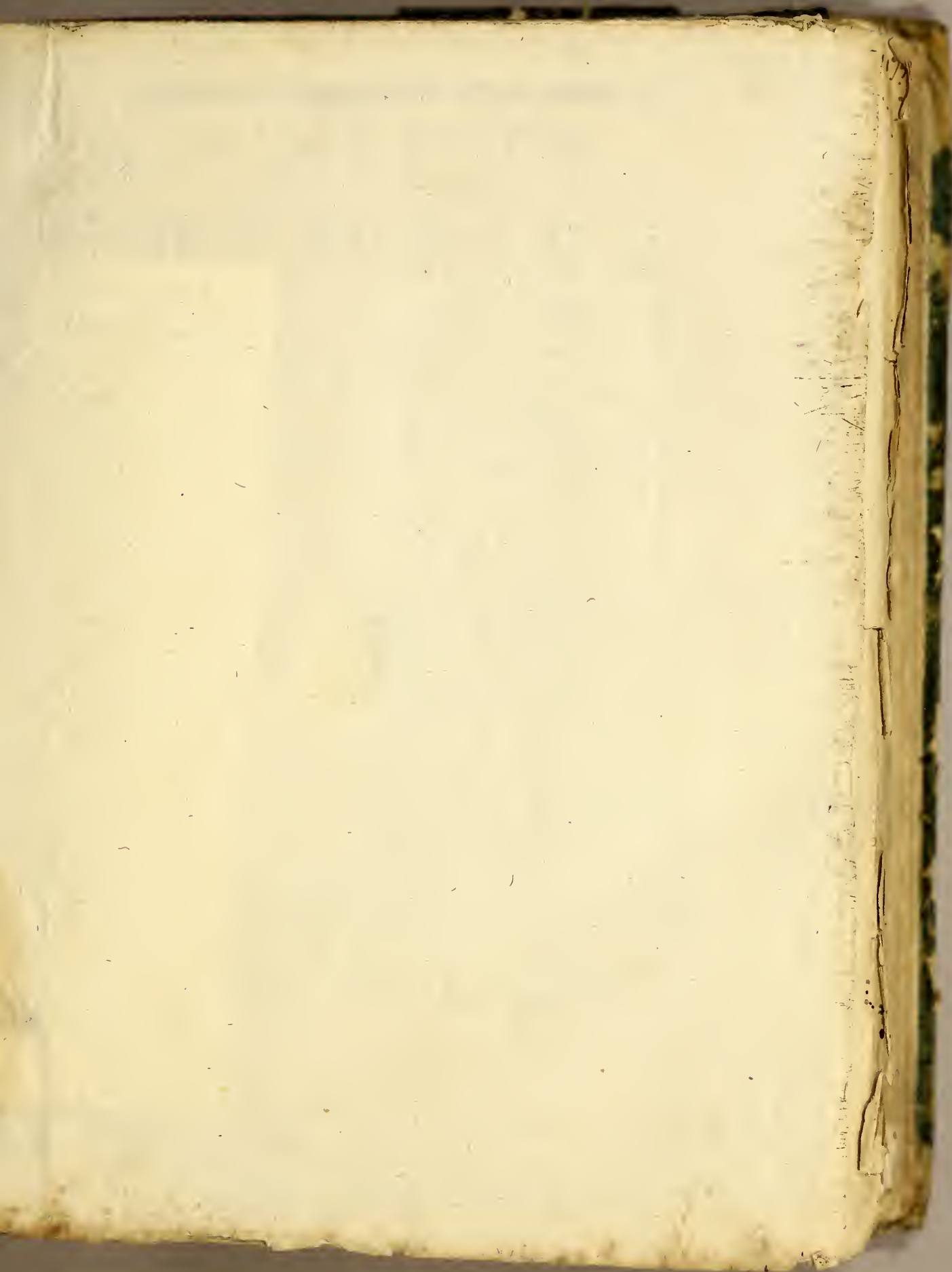




A13c



John Carter Brown  
Library  
Brown University







Cinquième Mois.

# COURRIER POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Mardi 14 Janvier 1794.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political, and religious rights of freemen.* JUNIUS.

*Au numéro prochain la suite de l'extrait du supplément aux instructions du Citoyen Genet.*

AU NOM DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE.

*Leger-Felicité Sonthonax, commissaire civil de la république, delegue aux isles Françaises de l'Amérique sous le vent, pour y rétablir l'ordre et la tranquillité publique.*

A TOUS LES FRANÇAIS DE ST-DOMINGUE.

J'APPRENDs à l'instant que le lâche et imbécille Lasalle, après s'être mis aux genoux des Anglais pour avoir une permission d'émigrer, a enfin obtenu sa grâce au prix d'une diatribe en forme de proclamation contre la commission civile, imprimée à l'imprimerie royale du Môle : que cette proclamation, où je suis déshonoré par un officier de ma création, & que la loi a mis sous mes ordres, est répandue à profusion dans la partie du Nord.

J'apprends que dans presque toutes les communes encore intactes de cette province, & notamment au Gros Morne, les cultivateurs sont soumis au supplice du fouet ; que ma proclamation n'y est aucunement exécutée, & que là, où les Africains la connaissent, on leur dit, sans cesse, que je n'ai pas eu le droit de les rendre libres.

J'apprends, en même tems, que d'autres scélérats plus rusés, se fondent sur une proclamation de mon collègue Poverel, pour assurer que je n'ai pas été libre au Cap, lorsque j'ai prononcé la liberté générale des esclaves du Nord ; et que je m'occupe d'une autre proclamation pour rétracter celle du 29 Août.

Je suis également instruit qu'on fait circuler dans la Colonie des papiers nouvelles de la Jamaïque et des lettres particulières du Môle qui annoncent aux bons gens qu'il ne faut pas obéir aux commissaires civils, qu'ils ont été rappelés et décrétés d'accusation par la convention nationale, de sorte que les Anglais, qui ont fait arborer, au Môle, la cocarde blanche et la croix de St Louis, se trouveraient, en même tems, les exécuteurs des décrets du corps législatif.

Pour ôter toute espèce de prétexte aux mal-intentions, rassurer les esprits faibles et crédules, et sur tout les sang mêlés et fidèles Africains et descendants d'Africains :

Je déclare que Lasalle, qui, depuis son départ du Cap, s'est montré l'ennemi de la liberté générale, a été le plus ardent approbateur de ma proclamation du 29 Août, ainsi qu'il apert par sa lettre du 30 du même mois, dont copie ci après.

Je déclare que cette lettre est signée de lui, et j'offre à tous ceux qui voudront s'assurer du fait par eux mêmes, de venir reconnaître sa signature au secrétariat de la commission civile.

Je déclare que j'ai été parfaitement libre pendant tout le tems de ma résidence dans la ville du Cap, que je jouissais sur-tout de la plus entière liberté, lorsque j'ai proclamé les droits de l'homme dans la province du Nord, que les Africains et descendants d'Africains attendaient alors ma décision avec la plus touchante résignation, et qu'ils auraient respecté la personne du délégué de la république, quand bien même j'aurais refusé de me rendre à leur vœu.

Je déclare que je soutiendrai, jusqu'à la mort, les droits et l'indépendance civile des sang mêlés, des Africains et descendants d'Africains, et que, dût on me piler dans un mortier, je n'aurai jamais la bassesse de rétracter ma proclamation du 29 Août.

Je déclare qu'il est faux et absolument faux que mon collègue Poverel songe à arrêter, dans l'Ouest et dans le Sud, les progrès de la liberté.

Je déclare que le bonnet de la liberté a été arboré ostensiblement sur toutes les places publiques des villes de l'Ouest et du Sud, et que mon collègue et moi nous occupons d'un projet de règlement applicable aux trois provinces, qui assurera d'une manière stable les intérêts des colons, et la liberté absolue à ce qui reste d'esclaves.

*Extrait d'une lettre écrite par Adrien-Nicolas La Salle, au commissaire civil Sonthonax.*

Au Cap, 30 Août 1793.

„ Recevez mon compliment sur la sagesse de votre  
„ proclamation du 19, dont on vient de me remettre  
„ quelques exemplaires de votre part. Il était im-  
„ possible, dans un moment aussi critique que celui-ci,



», de mieux concilier le bien de la culture avec  
 », les droits de l'humanité, et le tiers du produit  
 », accordé en partage aux membres de l'atelier, force  
 », les cultivateurs à vaincre leur paresse, et à faire  
 », le bien du propriétaire, puisqu'ils leur salaire croît  
 », en raison de l'augmentation de la récolte. Je pense  
 », que les propriétaires des autres provinces, s'ils ré-  
 », fléchissent mûrement sur l'avantage qui résulte,  
 », pour eux, de cette sage mesure, feront les pre-  
 », miers à l'accepter et en demander l'exécution dans  
 », leurs quartiers respectifs. »

*Pour copie conforme à l'original,*

Signé, GAULT,

*secrétaire adjoint de la commission civile.*

Ordonnons que la déclaration ci dessus, et la lettre de La Salle étant en suite, soient imprimées, publiées, affichées, et enregistrées, tant à la commission intermédiaire, que dans les municipalités et tribunaux des provinces de l'Ouest et du Nord, et envoyés dans toutes les municipalités du Sud.

Fait à St-Marc, le 5 Novembre 1793, l'an 2<sup>e</sup> de la république française. *SONTHONNAX.*

*Cologne, 10 Octobre.*

Nos dernières lettres de Vienne portent la date du 20 Octobre; elles confirment le rapport de la trahison du premier ministre Cobenzy et nous informent qu'on a découvert la correspondance d'une autre personne de distinction avec les Français. Le comte de Cobenzy a été chargé de fers et conduit à la forteresse de Kusslein; l'autre traître est aussi renfermé. Quatorze autres personnes ont été arrêtées. On a donné ordre de tenir la prison de Spellberg prête à recevoir plusieurs prisonniers; ce qui semble annoncer que les conspirateurs sont nombreux.

C'est par la fausseté des papiers de Sémonville qu'on a découvert cette trahison.

Nous apprenons de Hambourg que le bombardement de Saxe-Louis a commencé le 2 du courant.

*Gazette extraordinaire de Londres: Whithall  
 22 Octobre,*

Lauterbourg s'est rendu hier à discrétion au général Wurmser; Weissembourg est aussi au pouvoir des armées combinées. Une partie de cette dernière ville a été brûlée pendant le combat; les Français en l'évacuent, ont mis le feu aux magasins et à ceux d'Alstadt. Les Autrichiens ont emporté d'assaut toutes les redoutes construites sur le front des camps français: un de ces camps leur est resté avec toutes les tentes, plusieurs caissons, neuf drapeaux et 26 canons de gros calibre. Le combat a été très sanglant et a duré 14 heures. — *Extrait des dépêches du comte d'Yarmouth au lord Grenville, datées de Weissembourg, le 14 Octobre.*

*New-York le 7 Janvier.*

Hier, sont partis les bâtimens de la république Française. La Cornelia a aussi mis à la voile; elle emporte Polverel fils et quelques negres et hommes de couleur.

*Baltimore le 3 Janvier.*

Ce n'est pas à vous qu'il faut recommander de vous tenir en garde contre les nouvelles fabriquées par les agens de Genet. Qui pourrait s'empêcher de rire à celles de 30,000 alliés tués devant Dunkerque, de Toulon repris; du pain à 3 sous et de la tranquillité qui regne en France?

*Londres, le 23 Octobre.*

L'honorable Henri Dundas, secrétaire d'état de sa majesté, a reçu, dimanche dernier, de M. Mulgrave, brigadier général à Toulon, des dépêches des 26, 27 et 29 septembre; en voici la substance:

Il y a eu, le 18, quelques fusillades aux environs de Toulon. Les assiégés ont eu deux hommes tués et 12 blessés; les assiégeans ont eu 13 hommes tués et 23 de blessés. Les hauteurs de l'extrémité Ouest de la Grasse, sont occupées par les Anglais et les Espagnols.

Le 26, la 1<sup>re</sup> division Napolitaine, est arrivée sous l'escorte de 2 vaisseaux de 74, deux frégates et deux sloops: elle est composée de 2000 hommes, tous en bonne santé. La seconde division a dû mettre à la voile trois jours après le départ de celle-ci, et la troisième, aussi de 2000 hommes, devait partir 20 jours après la première. M. Mulgrave termine sa lettre du 27, à M. Dundas, en lui disant que si Toulon s'est maintenu glorieusement jusqu'alors, avec les faibles moyens qu'il avait, il se trouve dans une sécurité bien plus grande, par le dernier renfort qu'il a reçu.

La troisième lettre de M. Mulgrave, est du 29 septembre; elle annonce que, le 28, les troupes napolitaines se sont débarquées sous le commandement du brigadier général Pignatelli; que le détachement fourni par le roi de Sardaigne, est composé de grenadiers et chasseurs tirés des meilleures troupes de sa majesté. Le brigadier général Anglais a la plus grande confiance dans le zèle et la bonne volonté que témoignent les officiers et soldats de ce corps.

*Londres, 25 Octobre.*

Nous venons de recevoir une lettre d'Ostende, datée le 22 du courant, conçue en ces termes:

« Il arrive, en ce moment, un courrier de l'armée du prince Cobourg. Il nous informe que ce général, après avoir repassé la Sambre dans la nuit du 17 du courant, s'attendant à être attaqué, envoya Chârfait avec 30,000 hommes par une route détournée, pour attendre l'ennemi, et fit retraite avec le corps principal de l'armée. Comme il attendait,



L'ennemi tomba sur lui en force , mais par cette habile manœuvre, l'ennemi se trouvant attaqué en front et sur l'arrière en même tems, perdit 15,000 hommes, tués ou blessés, et plusieurs pièces de canon. Les troupes anglaises n'arrivèrent pas à tems pour partager la gloire de cette journée.

Un détachement des gardes à pied, composé de 650 hommes, sera embarqué à Greenwich, dans la seconde semaine de Novembre, pour renforcer l'armée du duc d'York.

Hier à midi, un lieutenant de la frégate de sa majesté, le *Crescent* de 36 canons, capitaine Seumarez, arriva à l'amirauté, avec la nouvelle de la prise de la frégate française la *Reunion*, de 36 canons, capitaine Denone. Cette frégate a été prise sous Cherbourg, par le *Crescent*, après une action de 2 heures et 25 minutes. Elle est entrée hier matin à Portsmouth.

Le jour après le combat du général Clairfait, 15,000 Français ont déserté et se sont rangés sous les drapeaux Autrichiens.

#### *Declaration du Roi d'Angleterre,*

Envoyée par ordre de sa majesté, aux commandants de ses flottes et de ses armées employées contre la France, et à ses ministres dans les cours étrangères.

“ Les circonstances qui ont forcé sa majesté à une guerre défensive contre la France sont déjà connues de toute l'Europe. Elle connaît aussi le but que sa majesté s'est proposé depuis le commencement de la guerre. Repousser une agression qui n'a pas été provoquée, contribuer à la défense immédiate de ses alliés; obtenir pour eux et pour elle même, une juste indemnité; pourvoir, autant que les circonstances le permettront, à la sûreté future de ses propres sujets et de toutes les nations de l'Europe; tels sont les motifs qui ont déterminé sa majesté à employer tous les moyens qui dérivent des ressources de ses domaines; du zèle et de l'affection de son peuple et de la justice incontestable de la cause qu'elle défend.

Il est devenu de plus en plus évident que la situation intérieure de la France s'opposait à la conclusion d'un traité solide et permanent qui seul, peut remplir les vues justes et salutaires de sa majesté pour l'accomplissement de ces objets importants, et pour le rétablissement de la tranquillité générale de l'Europe. Sa majesté ne peut donc qu'embrasser avec la plus grande satisfaction, l'espérance que lui offrent les circonstances présentes, de hâter le retour de la paix, en faisant à la portion bien intentionnée du peuple Français une déclaration plus particulière des principes qui l'animent, des objets ou tendent ses vues, et de la conduite qu'elle se propose de se tenir. L'état actuel des choses, les événemens de la guerre, la confiance qu'à mis dans le roi, une des villes les plus considérables de la France et par dessus tout, le desir

presque universellement manifesté dans cette contrée de trouver protection contre la tyrannie qui l'accable aujourd'hui, font de cette déclaration, un devoir pressant et indispensable pour sa majesté; et elle éprouve en la faisant, d'autant plus de satisfaction, qu'elle espère trouver chez les puissances engagées avec elle dans la cause commune, des sentimens et des vues parfaitement conformes aux siens.

Depuis l'époque où sa majesté T. C. Louis XVI, s'environna de son peuple pour se concerter avec lui sur les moyens d'opérer le bonheur commun, le roi a toujours manifesté par sa conduite, la sincérité de ses vœux pour le succès d'une entreprise si difficile mais en même tems si intéressante. Tous les malheurs qui s'en sont suivis, ont profondément affligé sa majesté, mais plus particulièrement encore, lorsqu'elle s'est aperçue que des mesures dont elle ne pouvait se dissimuler les conséquences finiraient par la forcer d'abandonner le système amical et pacifique qu'elle avait adopté. Le moment enfin arriva, où sa majesté se vit obligée, non seulement de défendre ses droits et ceux de ses alliés, non seulement de repousser l'injuste agression qu'elle venait d'essuyer, mais encore de remplir un devoir infiniment plus important, celui de veiller aux intérêts les plus chers de son peuple, en employant tous ses efforts pour la conservation de la société civile comme elle était heureusement établie parmi les nations de l'Europe.

Le dessein qu'on avait de reformer les abus du gouvernement de France, d'établir la liberté individuelle et la sûreté des propriétés, sur des fondemens solides, d'assurer à un pays vaste et peuplé, les bienfaits d'une législation sage et une administration douce et équitable de ses lois; toutes ces vues salutaires se sont malheureusement évanouies. On n'a vu à leur place qu'un système destructeur de tout ordre public, soutenu par des proscriptions; des exils et des confiscations sans nombre, par des emprisonnemens arbitraires, par des massacres dont on ne peut se souvenir sans horreur, et enfin par l'assassinat exécrationnable d'un souverain juste et bienfaisant et de l'illustre princesse qui, avec une fermeté inébranlable, a partagé tous les malheurs de son royal époux, ses souffrances accumulées, sa captivité cruelle, sa mort ignominieuse. Les habitans de cette terre infortunée, si longtems bercés par des promesses de bonheur renouvellées à chaque nouveau crime, se sont trouvés plongés dans un abîme de calamités sans exemple, et les nations voisines au lieu de la nouvelle sécurité, ou du maintien de la tranquillité générale qu'elles auraient obtenu par l'établissement d'un gouvernement sage et modéré, ont été exposées aux attaques répétées d'une anarchie féroce, ennemie naturelle et nécessaire de tout ordre public: elles ont essuyé des actes d'agression sans prétexte, des violations ouvertes de tous les traités, une déclaration de guerre non provoquée; en un mot tout ce que la corruption, l'intrigue et la violence



ont pu effectuer pour le projet ouvertement avoué de subvertir entièrement, toutes les institutions de la société et de repandre chez toutes les nations de l'Europe, cette confusion qui a produit la misère de la France.

Cet état de choses ne peut exister en France, sans entraîner toutes les puissances voisines dans un danger commun ; sans leur donner le droit, sans leur imposer le devoir d'arrêter les progrès d'un mal qui n'existe que par la violation successive de toutes les propriétés, et qui attaque les principes fondamentaux qui unissent les hommes par les liens de la société civile. S. M. ne prétend pas disputer à la France le droit de reformer ses lois : il n'a jamais été dans l'intention de S. M. d'employer la force pour s'opposer aux formes particulières du gouvernement à établir dans un pays indépendant ; et si elle l'emploie présent, pour cet effet, c'est parce que la fureur et le repos des autres puissances rendent cette mesure indispensable. Dans ces circonstances, elle demande que la France (et sa demande est juste) abandonne un système d'anarchie, qui n'a de force que pour opérer le mal, qui met le gouvernement dans l'impossibilité de remplir son premier devoir, celui de réprimer le désordre ou de punir les crimes qui augmentent chaque jour dans l'intérieur du pays, qui dispose arbitrairement des propriétés et du sang des habitants de la France, pour troubler la tranquillité des autres nations, et pour faire de toute l'Europe, le théâtre des mêmes crimes et des mêmes calamités. Le roi demande que la France établisse un gouvernement légitime et stable, fondé sur les principes reconnus de la justice universelle, et capable de maintenir les relations accoutumées d'union et de paix avec les autres puissances.

S. M. desire ardemment être à même de traiter du rétablissement de la tranquillité générale, avec un gouvernement qui exerce une autorité légale et permanente, qui soit animé du désir de la tranquillité générale, et qui possède assez de force pour remplir ses engagements. Le roi ne proposerait que des conditions équitables et modérées, non celles que les frais, les risques et les sacrifices de la guerre pourraient justifier ; S. M. se bornerait à exiger les dédommemens indispensables, et, ce qui pourrait garantir sa sûreté et la tranquillité future de l'Europe.

Le roi ayant été obligé jusqu'ici, de faire la guerre au peuple Français, collectivement, de traiter en ennemis tous ceux qui laissent prodiguer leur sang et leurs propriétés pour le soutien d'une injuste agression, S. M. verrait avec une satisfaction infinie, les occasions de faire des exceptions en faveur des habitants bien-intentionnés des autres parties de la France, et de les traiter comme elle a traité ceux de l'ouïon.

Le roi promet de son côté, suspension des hostilités, amitié et (autant que le permettront les événements, dont la volonté de l'homme ne peut disposer) sûreté et protection à tous ceux qui se déclareront pour un

gouvernement monarchique, secourront le joug d'une anarchie sanguinaire, de cette anarchie qui a rompu tous les liens les plus sacrés de la société, dissous toutes les relations de la vie civile, violé tous les droits, confondu tous les devoirs, qui se sert du nom de la liberté pour exercer la plus crue tyrannie, pour s'emparer de toutes les fortunes, qui a trouvé son pouvoir dans le prétendu consentement du peuple, et qui porte le fer et le feu dans des provinces étendues, parce qu'elles ont demandé leurs lois, leur religion et leur souverain légitime.

C'est donc pour délivrer le peuple Français, de cette horrible oppression, pour anéantir un système de crimes inouis, pour rendre la paix à la France, et la sûreté à toute l'Europe, que S. M. invite le peuple français à seconder ses efforts.

C'est pour parvenir à ce but qu'il l'engage à se ranger sous l'étendard d'une monarchie héréditaire ; non pour fixer, dans ce moment de désordre, de calamités et de danger public, toutes les modifications dont cette forme de gouvernement pourra paraître susceptible, mais pour se réunir encore une fois sous l'empire des lois de la morale et de la religion, et pour assurer, enfin, à la France, la paix au dehors et dans l'intérieur, une véritable liberté, un gouvernement sage, modéré et bienfaisant, et la jouissance durable de tous les avantages qui peuvent contribuer au bonheur et à la prospérité d'une nation grande et puissante.

Nous pensons pouvoir être à portée de donner à nos lecteurs, dans notre prochain numéro, une lettre circulaire qui aura pour objet la réunion de tous les bons Français dans les églises catholiques du continent, pour l'époque du 21 janvier, à l'effet d'assister à la célébration d'anniversaire de la mort de Louis XVI. Le dessin et la gravure des emblèmes qui orneront cette lugubre invitation, et pour la perfection desquels, il nous a fallu retarder de beaucoup, l'impression de cette pièce, nous empêcheront, en l'expédiant à nos lecteurs, le dix huit janvier, d'y faire participer assez tôt ceux de nos abonnés dont la distance de nous excède 300 milles. C'est donc pour eux qui nous donnent cet avis dont la publicité les tiendra au courant de la cérémonie projetée et qu'ils s'empresseront sûrement d'imiter.

L'analyse de cette pièce dont je m'honore d'être le dépositaire depuis le 5 du courant, n'étant du ressort ni de la politique ni de la littérature, je m'impose à moi même le silence religieux que prescrit la dignité du sujet, la sainteté du motif : les projets pieux et méritoires n'ont besoin ni de l'éloge d'un commentateur ni de l'apologie des prôneurs ; la sensibilité s'est fait éclore, la sensibilité le apprécie : mais la vertu soutient toujours aux efforts de l'impassable comme aux élans du génie, à la bonne volonté du faible comme aux couronnes du talent.









E789  
T653w  
1-5120  
v. 3



